

Emploi salarié au 3^e trimestre 2011



**Embargo jusqu'au
jeudi 8 décembre
7h30**

8 décembre 2011

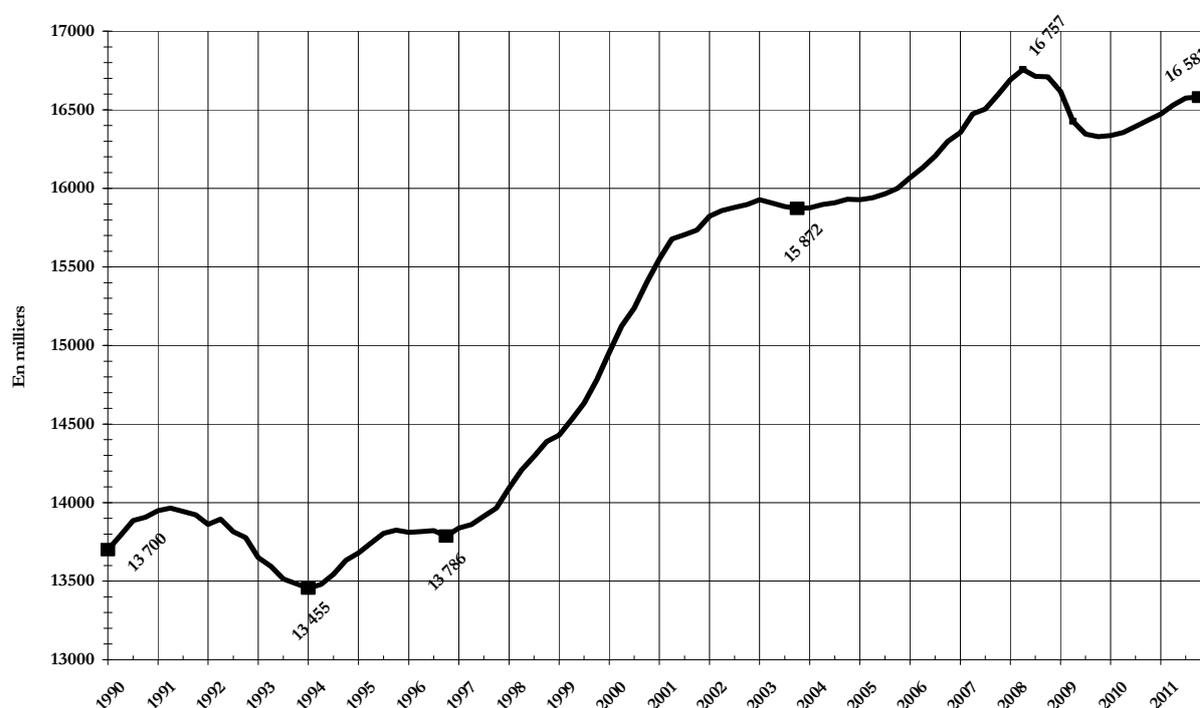
1. Résultats globaux

L'emploi salarié enregistre une stabilité (+0,0%) au cours du troisième trimestre 2011, soit + 5 200 salariés, ce qui porte le nombre de salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage à 16 581 000 à fin septembre 2011 (cf. graphique 1).

Le tertiaire (+ 0,1%, soit + 9 300 postes) enregistre une hausse ce trimestre. La construction se stabilise (- 100 postes) et l'industrie affiche une légère baisse (- 0,1%, soit - 4 200 postes).

Au cours de ce troisième trimestre 2011, l'emploi progresse dans huit régions notamment en Corse (+1,4%), Rhône-Alpes (+ 0,8%), Languedoc-Roussillon et Pays de la Loire (+0,4% chacune). Centre et Poitou-Charentes présentent une stabilité. A l'opposé, douze régions affichent une baisse : Franche-Comté (- 0,6%), Picardie et Auvergne (- 0,4% chacune), Ile-de-France et Alsace (- 0,3% chacune).

Graphique 1 – Evolution du nombre de salariés dans l'ensemble des établissements affiliés (CVS)



Avertissement :

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la collecte des cotisations d'Assurance chômage a été transférée aux URSSAF, conformément aux dispositions de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008. De ce fait, la source d'information désormais utilisée par Pôle emploi pour élaborer ses statistiques trimestrielle d'emploi salarié, repose sur l'exploitation des bordereaux de déclaration des cotisations URSSAF (BRC) transmis par l'Acoss. Ce changement d'alimentation en données brutes, ne modifie ni la méthodologie d'estimation, ni l'historique des données publiées jusqu'à présent (cf. Annexe I).

Tableau 1 – Evolution trimestrielle des effectifs par secteur d'activité détaillée ⁽¹⁾

NAF A04	NAF A38	INTITULES	Effectifs CVS au 30/09/10	Variation d'effectifs au cours du 4T10	Variation d'effectifs au cours du 1T11	Variation d'effectifs au cours du 2T11	Variation d'effectifs au cours du 3T11	Effectifs CVS Au 30/09/11	taux d'évol 3T11 Provisoire (2)	taux d'évol Sept 10 A Sept 11 (2)
1	AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	7,2	0,0	-0,3	-0,2	0,3	7,0	4,1	-2,0
2		INDUSTRIE	3 028,2	-1,1	-1,9	0,4	-4,2	3 021,4	-0,1	-0,2
	BZ	Ind. extractives	24,2	-0,1	-0,3	-0,1	-0,2	23,6	-0,8	-2,5
	CA	Fab.denrée alim Boisson Tabac	500,9	2,8	-2,6	-4,1	-0,7	496,3	-0,1	-0,9
	CB	Fab Tex ind habil cuir et chaussure	115,8	0,1	-0,3	-1,1	-1,4	113,2	-1,2	-2,2
	CC	Travail bois ind papier et imprim	199,8	-0,8	0,3	-0,9	-0,7	197,8	-0,3	-1,0
	CD	Cokéfaction raffinage	12,6	-0,2	0,0	-0,5	-0,3	11,6	-2,5	-7,9
	CE	Industrie chimique	144,9	-0,7	0,1	1,1	-1,7	143,8	-1,1	-0,8
	CF	Industrie pharmaceutique	83,6	-0,3	0,4	0,5	-1,2	83,0	-1,4	-0,7
	CG	Fab prod caout plast autres prod. minéraux n-métal.	299,2	0,4	1,7	-0,3	-1,9	299,1	-0,6	0,0
	CH	Métal fab prod métal, exc. machine équip	389,6	-0,3	0,0	2,7	1,1	393,0	0,3	0,9
	CI	Fab prod info, électro optique	142,4	0,0	0,8	-0,1	-1,1	142,0	-0,7	-0,2
	CJ	Fab d'équip électriques	120,5	0,0	1,1	-3,1	1,0	119,5	0,8	-0,8
	CK	Fab de machines et équip n.c.a.	190,8	-1,4	-0,2	0,0	0,6	189,8	0,3	-0,5
	CL	Fab de matériels de transport	355,8	-1,9	-4,6	4,9	1,1	355,4	0,3	-0,1
	CM	Aut ind manuf - rép instal machine et d'équip	281,5	-0,7	0,5	-0,5	-0,7	280,1	-0,3	-0,5
	DZ	Prd distri électri, gaz, vapeur, air conduit	30,3	0,7	0,1	0,9	0,2	32,3	0,6	6,3
	EZ	Prd distrib eau - assain gest déchets dépol	136,3	1,1	0,9	0,9	1,7	140,9	1,3	3,4
3	FZ	CONSTRUCTION	1 460,9	1,5	0,6	2,7	-0,1	1 465,5	0,0	0,3
4		TERTIAIRE	11 937,9	39,0	57,9	43,0	9,3	12 087,0	0,1	1,2
	GZ	Commerce - répar auto et moto	2 950,0	0,9	10,9	7,8	4,3	2 973,9	0,1	0,8
	HZ	Transports entreposage	849,5	3,9	1,2	1,4	1,0	857,0	0,1	0,9
	IZ	Hébergement restauration	925,2	13,1	2,0	0,1	2,2	942,6	0,2	1,9
	JA	Édit, audio diffusion	180,2	0,8	5,4	3,2	0,9	190,5	0,5	5,7
	JB	Télécommunications	69,3	1,6	1,0	0,6	-1,8	70,9	-2,4	2,3
	JC	Act info serv information	326,6	3,7	4,7	4,0	-0,5	338,5	-0,1	3,6
	KZ	Act financières assurance	720,3	-6,3	3,3	1,4	1,3	720,1	0,2	0,0
	LZ	Act immobilières	209,9	0,6	0,5	-0,9	0,3	210,4	0,1	0,2
	MA	Act jur compta gestion archi ingén	886,0	3,9	13,8	7,9	0,0	911,6	0,0	2,9
	MB	Recherche-dévelop scien	60,8	0,0	0,7	0,5	0,3	62,4	0,4	2,6
	MC	Aut act spéc, scientifiques techniques	219,2	-0,3	0,4	3,9	0,1	223,3	0,0	1,9
	NZ	Act services adm soutien	1 787,6	32,9	5,7	3,7	-3,7	1 826,2	-0,2	2,2
	OZ	Adm publique	179,8	-2,0	-2,3	0,8	0,6	177,0	0,4	-1,6
	PZ	Enseignement	309,2	-6,4	-0,3	0,8	1,2	304,4	0,4	-1,5
	QA	Act santé humaine	543,8	0,2	3,3	0,2	1,1	548,6	0,2	0,9
	QB	Héberg méd-social action soc ss héberg	947,0	-6,5	12,1	10,5	6,4	969,5	0,7	2,4
	RZ	Arts, spect act récréa	235,5	0,1	0,6	2,1	0,2	238,6	0,1	1,3
	STU	Aut act de services	537,9	-1,3	-5,3	-5,1	-4,8	521,5	-0,9	-3,1
	Z									
		TOTAL	16 434,2	39,3	56,3	46,0	5,2	16 581,0	0,0	0,9

(1) Tableau des effectifs trimestriels désaisonnalisés de l'ensemble des établissements par activité économique

(2) Calculé à partir des données CVS

En un an, de septembre 2010 à septembre 2011, l'emploi salarié affilié augmente de 146 800 (+ 0,9%), selon le cheminement trimestriel : + 0,2%, + 0,3%, + 0,3% et + 0,0%.

Le tertiaire affiche une hausse sur un an (+ 149 100 emplois, soit + 1,2%), incluant une progression de l'emploi intérimaire de 2,1%, soit 14 200 postes supplémentaires¹. La construction enregistre également une progression (+4 600 emplois, soit +0,3%). Quant à l'industrie, son emploi baisse (- 0,2%, soit - 6 800 postes), malgré la stabilité enregistrée au 2^e trimestre.

Sur un an, vingt régions enregistrent une hausse, plus marquée en Corse (+3,2%), Nord-Pas-de-Calais (+1,6%), Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,5%), Ile-de-France (+1,2%). La Lorraine affiche une stabilité. A l'opposé, seule l'Alsace enregistre une baisse d'emploi salarié (- 0,2%).

Tableau 2 – Evolution trimestrielle des effectifs par grand secteur d'activité (CVS)

Effectifs en milliers		4 ^e trim 2010	1 ^{er} trim 2010	2 ^e trim 2011	3 ^e trim 2011	Sept 2010 A Sept 2011
INDUSTRIE	Effectifs	3 027,1	3 025,2	3 025,6	3 021,4	
	Variation en milliers T/T-1	-1,1	-1,9	0,4	-4,2	-6,8
	Variations en %	0,0%	-0,1%	0,0%	-0,1%	-0,2%
CONSTRUCTION	Effectifs	1 462,4	1 462,9	1 465,7	1 465,5	
	Variation en milliers T/T-1	1,5	0,6	2,7	-0,1	4,6
	Variations en %	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	0,3%
TERTIAIRE	Effectifs	11 976,8	12 034,7	12 077,7	12 087,0	
	Variation en milliers T/T-1	39,0	57,9	43,0	9,3	149,1
	Variations en %	0,3%	0,5%	0,4%	0,1%	1,2%
ENSEMBLE DES SECTEURS(*)	Effectifs	16 473,5	16 529,8	16 575,7	16 581,0	
	Variation en milliers T/T-1	39,3	56,3	46,0	5,2	146,8
	Variations en %	0,2%	0,3%	0,3%	0,0%	0,9%

(*) Y compris résultats sur l'agriculture et la pêche mais hors MSA.

2. Résultats par secteur d'activité économique

Industrie

Au cours de ce 3^e trimestre, dix des seize secteurs industriels ont perdu des emplois. A noter tout particulièrement « cokéfaction et raffinage » (- 2,5%), « industrie pharmaceutique » (- 1,4%), « fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure » (- 1,2%), « industries chimiques » (- 1,1%), « industries extractives » (- 0,8%), « fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques » (- 0,7%). En revanche, six secteurs voient leurs effectifs progresser ce trimestre : « production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution » (+ 1,3%), « fabrication d'équipements électriques » (+0,8%), « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » (+0,6%), « fabrication de matériels de transport », « fabrication de machines et équipements n.c.a. » et « métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements » (+0,3% chacun),.

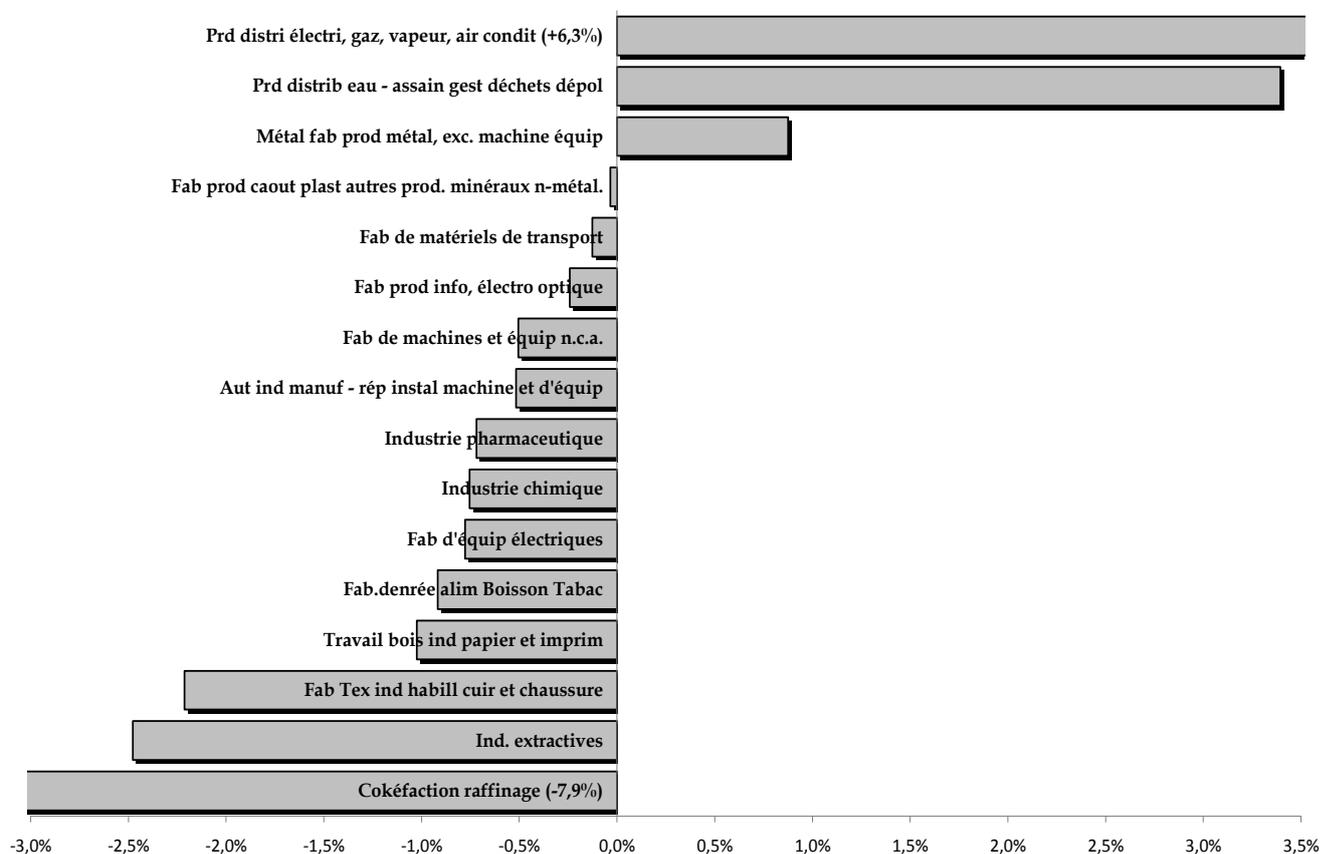
Sur un an, de septembre 2010 à septembre 2011, trois secteurs enregistrent une croissance de leur emploi salarié (cf. graphique 2) : « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » (+ 6,3%), « production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution » (+ 3,4%) et « métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements » (+ 0,9%).

A l'opposé, l'emploi continue de diminuer nettement dans le secteur « cokéfaction et raffinage » (- 7,9%) « industries extractives » (- 2,5%), « fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la

¹ Les missions d'intérim sont conventionnellement comptées dans le tertiaire, plus précisément dans le secteur des activités de services administratifs et de soutien.

chaussure » (-2,2%), « travail du bois, industrie du papier et imprimerie » (-1,0%), « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac » (-0,9%), « fabrication d'équipements électriques » et « industries chimiques » (-0,8% chacun).

**Graphique 2 – Evolution annuelle de l'emploi dans l'industrie
(septembre 2011/septembre 2010)**



Construction

La situation dans la construction qui se caractérisait, depuis l'automne 2008, par une tendance continue à la baisse après 10 années de hausse, renoue avec des créations d'emploi depuis le 4^e trimestre 2010. Le secteur de la construction affiche une stabilité au cours de ce 3^e trimestre (- 100 postes).

Sur un an, de septembre 2010 à septembre 2011, l'emploi salarié dans la construction enregistre une hausse de 0,3%, soit +4 600 emplois.

Tertiaire

Le secteur tertiaire, qui regroupe à lui seul près de 73% des emplois salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage, affiche une hausse au 3^e trimestre 2011 (+ 0,1%, soit 9 300 emplois en plus). Cette hausse est portée par douze secteurs dont « hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » (+ 0,7%), « l'édition, audiovisuel et diffusion » (+ 0,5%), « recherche-développement scientifique », « enseignement » et « l'administration publique » (+ 0,4% chacun), « hébergement et restauration », « les activités pour la santé humaine » et « les activités financières et d'assurance » (+0,2% chacun).

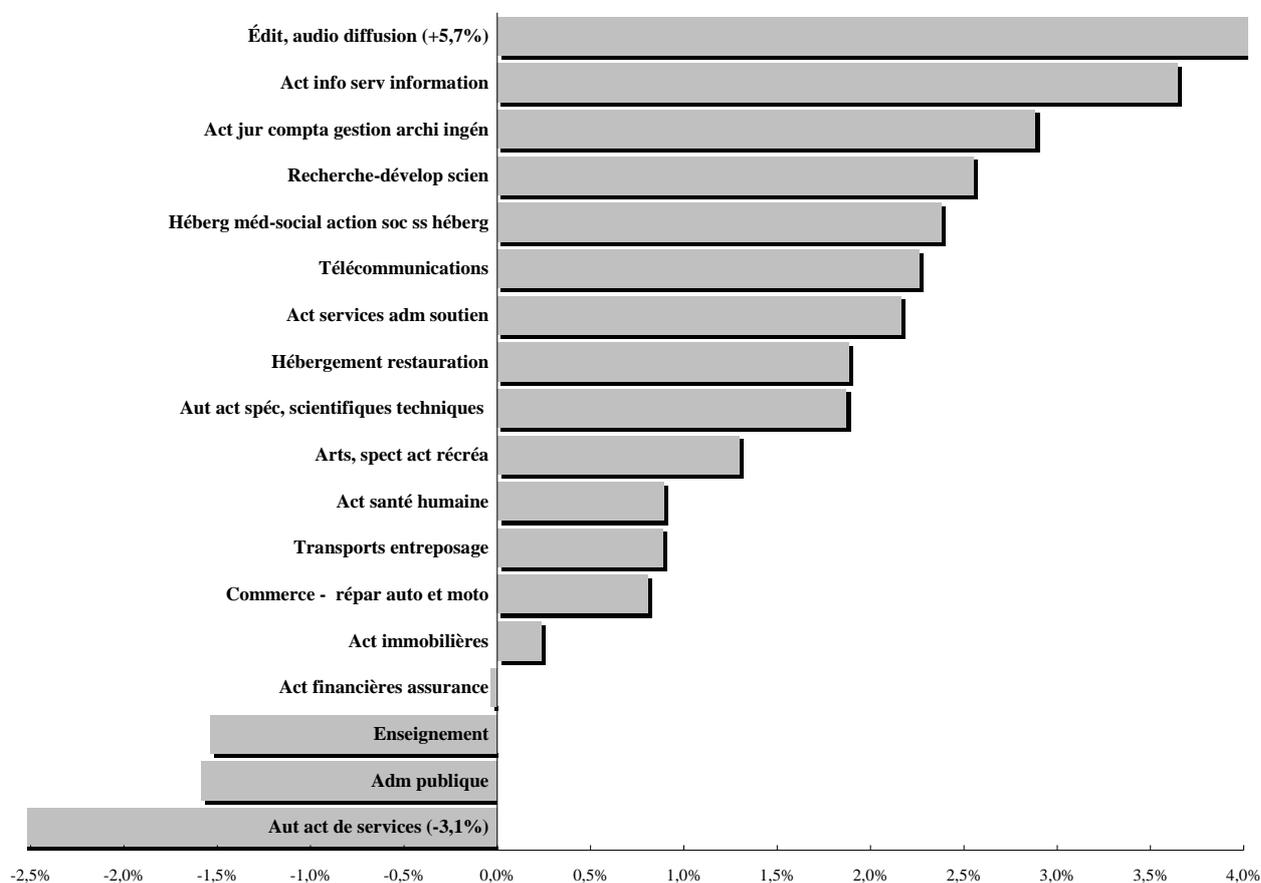
En revanche, les secteurs des télécommunications (- 2,4%), des autres activités de services (- 0,9%), les activités de services administratifs et de soutien (- 0,2%) et les activités informatiques et services d'information les activités (- 0,1%) perdent des emplois.

De septembre 2010 à septembre 2011, le secteur tertiaire enregistre une hausse de 1,2% de ses effectifs, ce qui correspond à un gain net de 149 100 emplois.

L'analyse de l'évolution annuelle de l'emploi tertiaire (cf. graphique 3) met en évidence le dynamisme dans les secteurs suivants : « édition, audiovisuel et diffusion » (+5,7%), « activités informatiques et services d'information » (+ 3,6%), « activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques » (+2,9%), « recherche-développement scientifique » (+ 2,6%), « hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » (+ 2,4%), « télécommunications » (+ 2,3%) et « activités de services administratifs et de soutien » (+ 2,2%).

A l'opposé, les autres activités de services (- 3,1%), l'administration publique (- 1,6%) et l'enseignement (- 1,5%) perdent des emplois.

Graphique 3 – Evolution annuelle de l'emploi dans le tertiaire (septembre 2011/septembre 2010)

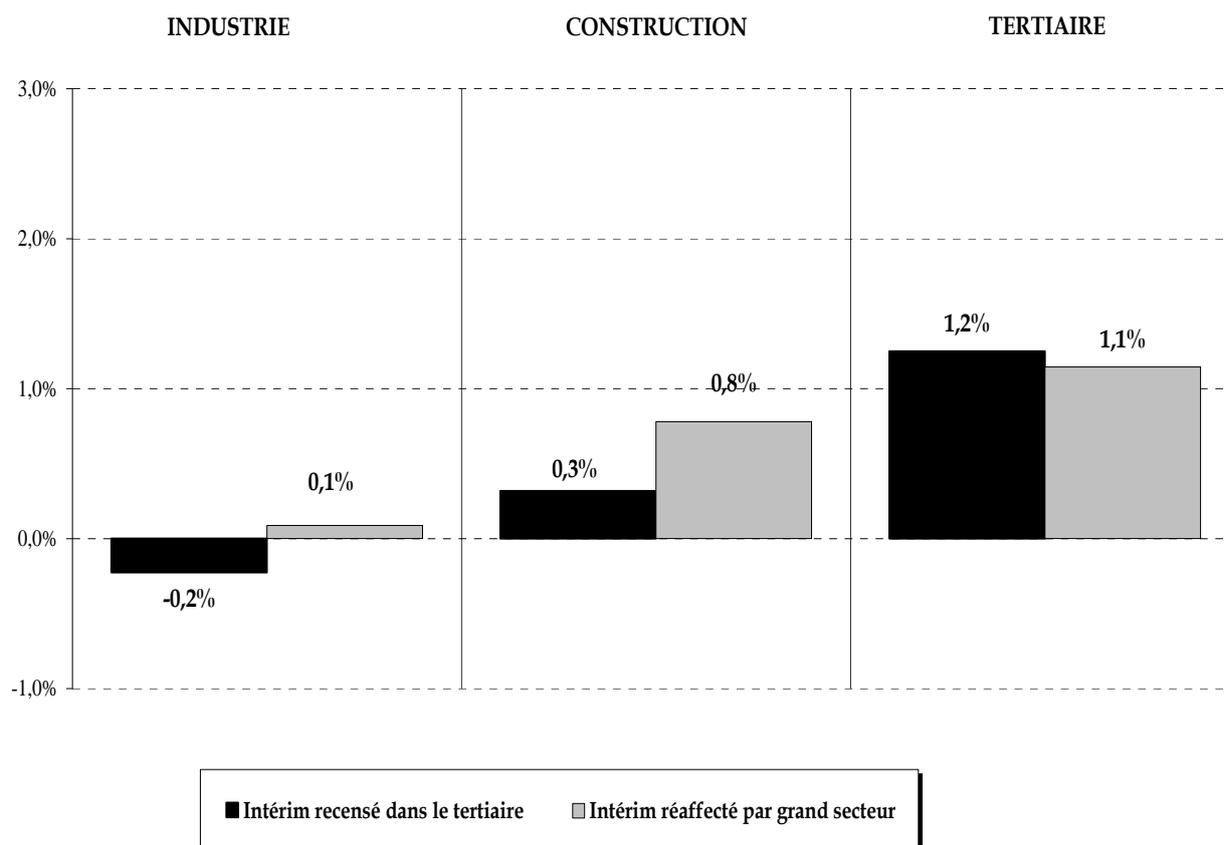


Intérim

L'intérim enregistre une baisse de 2,8% au 3^e trimestre 2011 (19 600 intérimaires en moins) et une hausse de 2,1% sur un an, soit + 14 200 personnes entre fin septembre 2010 et fin septembre 2011.

Si les missions d'intérim étaient réaffectées dans les secteurs où elles s'exercent, le bilan sectoriel sur un an serait modifié (cf. graphique 4). En effet, l'industrie enregistrerait une hausse de ses effectifs : + 0,1% au lieu de - 0,2%. Ainsi, la part de l'activité industrielle dans l'intérim serait de 45,5% fin septembre 2011 contre 45% un an plus tôt. L'évolution de la construction serait plus forte (+ 0,8%). La progression dans le tertiaire serait légèrement atténuée (+ 1,1% au lieu de + 1,2%).

Graphique 4 – Evolution annuelle de l'emploi par grand secteur avec ou sans réaffectation de l'intérim (sept 2011/sept 2010)



3. Résultats par région

Tableau 3 - Evolution de l'emploi par région ⁽¹⁾

REGION	Effectifs CVS au 30/09/10	Variation d'effectifs au cours du 4T10	Variation d'effectifs au cours du 1T11	Variation d'effectifs au cours Du 2T11	Variation d'effectifs au cours du 3T11 Prov	Effectifs CVS au 30/09/11	Taux d'évol 3 ^e trim. Prov. 2011 (2)	Taux d'évol Sept. 10 A Sept. 11 % (2)
Unité : Milliers								
ALSACE	516,3	1,1	2,5	-3,5	-1,3	515,2	-0,3	-0,2
AQUITAINE	748,0	4,0	1,4	1,6	0,8	755,8	0,1	1,0
AUVERGNE	299,8	1,3	0,0	0,4	-1,1	300,4	-0,4	0,2
BASSE-NORMANDIE	343,6	-0,6	0,7	1,3	-0,6	344,4	-0,2	0,2
BOURGOGNE	382,6	0,7	1,1	0,4	0,4	385,2	0,1	0,7
BRETAGNE	744,2	2,8	-0,1	3,3	-0,9	749,2	-0,1	0,7
CENTRE	614,6	0,0	3,1	-0,5	-0,1	617,1	0,0	0,4
CHAMPAGNE-ARDENNE	304,5	0,1	1,4	1,2	-0,6	306,6	-0,2	0,7
CORSE	65,2	-1,3	1,6	0,9	0,9	67,3	1,4	3,2
FRANCHE-COMTE	276,2	2,1	0,6	0,5	-1,6	277,7	-0,6	0,6
HAUTE-NORMANDIE	460,5	0,1	2,8	-1,0	-0,5	461,9	-0,1	0,3
ILE-DE-FRANCE	4 083,4	9,9	24,4	24,8	-11,0	4 131,5	-0,3	1,2
LANGUEDOC-ROUSSILLON	530,1	0,1	-1,0	2,9	2,3	534,3	0,4	0,8
LIMOUSIN	154,1	0,1	0,5	0,4	-0,3	154,7	-0,2	0,4
LORRAINE	511,8	1,1	-1,2	1,3	-1,2	511,8	-0,2	0,0
MIDI-PYRENEES	687,0	3,3	1,0	0,4	1,7	693,4	0,2	0,9
NORD-PAS-DE-CALAIS	979,6	3,7	4,8	8,8	-1,3	995,6	-0,1	1,6
PAYS DE LA LOIRE	956,5	8,1	-3,0	-0,9	3,4	964,1	0,4	0,8
PICARDIE	404,1	0,7	1,3	1,5	-1,5	406,0	-0,4	0,5
POITOU-CHARENTES	387,5	0,1	0,1	1,2	0,0	388,8	0,0	0,3
PROVENCE-ALPES-C D'AZUR	1 234,6	2,9	11,5	1,2	3,5	1 253,7	0,3	1,5
RHÔNE-ALPES	1 750,1	-0,9	3,0	0,0	14,3	1 766,5	0,8	0,9
FRANCE	16 434,2	39,3	56,3	46,0	5,2	16 581,0	0,0	0,9

(1) Tableau des effectifs trimestriels désaisonnalisés de l'ensemble des établissements par région

(2) Calculé à partir des effectifs CVS

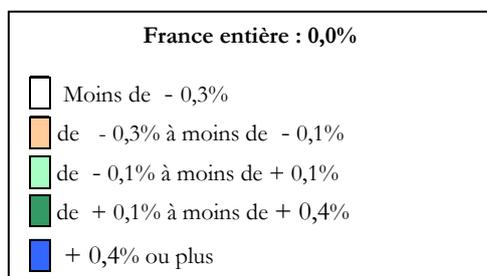
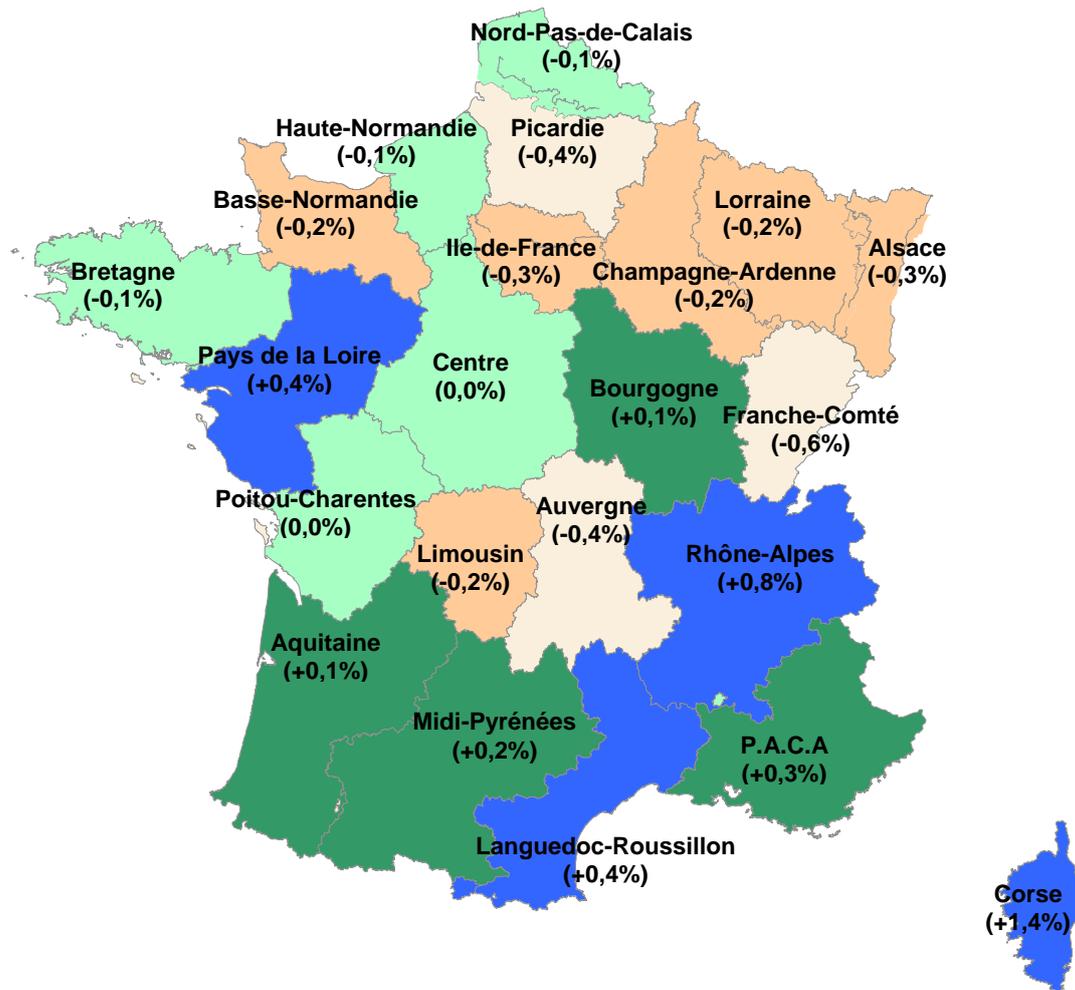
Au cours de ce troisième trimestre 2011, l'emploi progresse dans huit régions notamment en Corse (+1,4%), Rhône-Alpes (+ 0,8%), Languedoc-Roussillon et Pays de la Loire (+0,4% chacune). Centre et Poitou-Charentes présentent une stabilité. A l'opposé, douze régions affichent une baisse : Franche-Comté (- 0,6%), Picardie et Auvergne (- 0,4% chacune), Ile-de-France et Alsace (- 0,3% chacune).

Sur un an, vingt régions enregistrent une hausse, plus marquée en Corse (+3,2%), Nord-Pas-de-Calais (+1,6%), Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,5%), Ile-de-France (+1,2%). La Lorraine affiche une stabilité. A l'opposé, seule l'Alsace enregistre une baisse d'emploi salarié (- 0,2%).

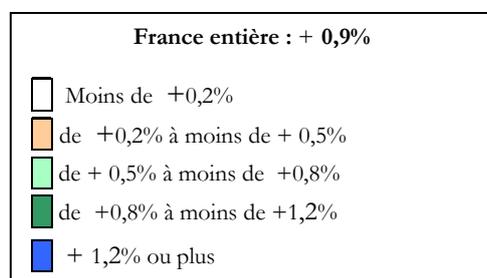
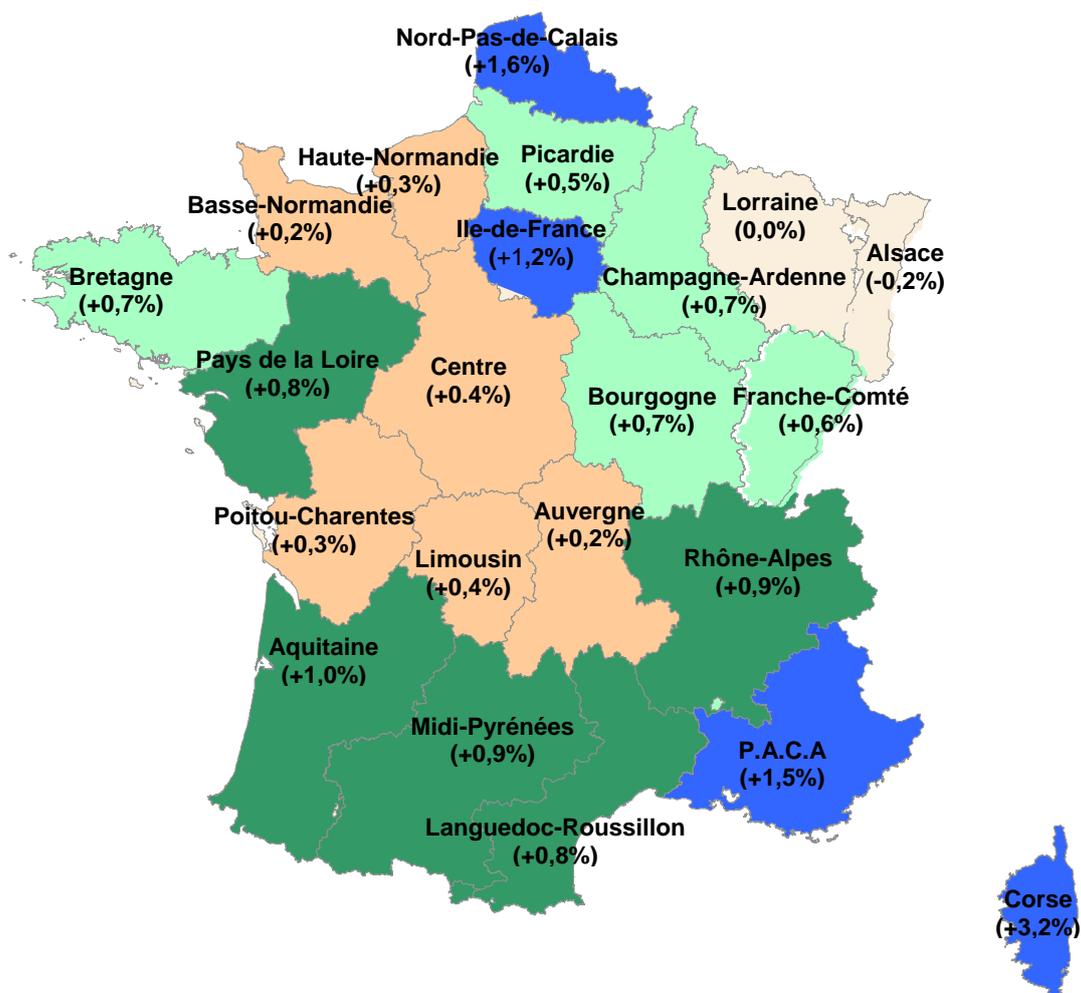
Annick BONAL
Département Etudes et Statistiques sur l'Emploi et les Salaires

Evolution de l'emploi dans les régions au 3^e trimestre 2011

(valeur cvs)



Evolution de l'emploi dans les régions de sept. 2010 à sept. 2011



ANNEXE I – METHODOLOGIE -

Calage et estimation :

Les statistiques ⁽¹⁾ de l'emploi salarié réalisées chaque trimestre par Pôle emploi concernent le champ des établissements affiliés à l'Assurance chômage.

Une estimation de l'évolution de l'emploi salarié, toutes tailles d'établissements confondus, de l'année en cours, est fondée sur des modèles économétriques sectoriels. Les estimations d'emploi trimestrielles prennent en compte les résultats de la statistique trimestrielle (portant sur le champ des établissements ayant au moins 10 salariés au début et à la fin du trimestre) et ceux de la statistique annuelle couvrant l'ensemble des établissements ayant un salarié au 31 décembre.

La statistique trimestrielle d'emploi est alors déclinée en 38 secteurs et au niveau régional (la ventilation sectorielle et géographique est cohérente entre les différents niveaux d'agrégation). Le secteur de l'intérim est estimé sur la base des Déclarations Mensuelles de Missions déclarées par les entreprises de travail temporaire à Pôle emploi. .

Les estimations s'établissent à partir de l'exploitation des sources déclaratives employeurs de l'Assurance Chômage (historique depuis 1992 dans la Nomenclature des Activités Economiques entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008). Depuis le 1^{er} janvier 2011, les sources utilisées sont celles des BRC (bordereaux de déclaration des cotisations) transmises par l'Acoss suite au transfert du recouvrement des cotisations d'Assurance chômage à l'URSSAF.

Champs couverts :

Le champ de l'Assurance chômage comprend l'ensemble des secteurs concurrentiels, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, hormis la quasi-totalité du secteur agricole et para-agricole, soit environ 16,4 millions de salariés au 31 décembre 2010. Il diffère légèrement du champ de l'Insee et de l'Acoss qui publient leurs chiffres d'emploi salarié sur un champ couvrant tous les secteurs économiques (marchand et non marchand) sauf l'agriculture.

Dans ces statistiques trimestrielles ou annuelles, les titulaires de contrats d'apprentissage, de qualification, d'adaptation, ainsi que les personnes en contrat emploi-solidarité, en contrat emploi-consolidé ou en contrat initiative-emploi sont normalement comptabilisés dès l'instant que leur employeur relève du champ Assurance chômage.

La statistique présentée dans cette note prend en compte les résultats exhaustifs et définitifs de l'année 2009 ainsi que les résultats provisoires de l'année 2010. Ces résultats sont révisés chaque année lors de l'intégration de la statistique annuelle.

(1) Les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles relevant de l'Assurance chômage cotisent par le biais de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et ne figurent pas dans cette statistique.

ANNEXE II

ESTIMATION TRIMESTRIELLE DESAISONNALISEE DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS

Estimation des effectifs en milliers					Estimation des taux d'évolution en %				
ANNEE	1 ^{er} TRIM	2 ^e TRIM	3 ^e TRIM	4 ^e TRIM	1 ^{er} TRIM (1)	2 ^e TRIM (1)	3 ^e TRIM (1)	4 ^e TRIM (1)	INDICE ANNUUEL (2)
1977				13 188,8					
1978	13 158,4	13 175,1	13 209,7	13 252,7	-0,2%	0,1%	0,3%	0,3%	0,5%
1979	13 278,9	13 304,8	13 320,9	13 360,7	0,2%	0,2%	0,1%	0,3%	0,8%
1980	13 422,1	13 432,7	13 401,4	13 345,6	0,5%	0,1%	-0,2%	-0,4%	-0,1%
1981	13 262,0	13 211,1	13 219,2	13 222,7	-0,6%	-0,4%	0,1%	0,0%	-0,9%
1982	13 229,4	13 245,9	13 225,4	13 226,1	0,1%	0,1%	-0,2%	0,0%	0,0%
1983	13 207,8	13 150,6	13 112,4	13 043,0	-0,1%	-0,4%	-0,3%	-0,5%	-1,4%
1984	12 958,0	12 852,5	12 849,2	12 830,3	-0,7%	-0,8%	0,0%	-0,1%	-1,6%
1985	12 803,1	12 742,2	12 706,5	12 762,7	-0,2%	-0,5%	-0,3%	0,4%	-0,5%
1986	12 789,2	12 822,9	12 825,0	12 782,2	0,2%	0,3%	0,0%	-0,3%	0,2%
1987	12 820,2	12 879,8	12 914,1	12 930,4	0,3%	0,5%	0,3%	0,1%	1,2%
1988	13 001,3	13 075,3	13 166,5	13 252,7	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%	2,5%
1989	13 412,5	13 520,4	13 603,2	13 700,2	1,2%	0,8%	0,6%	0,7%	3,4%
1990	13 790,2	13 885,0	13 906,2	13 949,6	0,7%	0,7%	0,2%	0,3%	1,8%
1991	13 964,3	13 944,1	13 922,0	13 862,2	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,4%	-0,6%
1992	13 894,9	13 814,5	13 776,6	13 650,3	0,2%	-0,6%	-0,3%	-0,9%	-1,5%
1993	13 594,5	13 513,6	13 484,2	13 455,2	-0,4%	-0,6%	-0,2%	-0,2%	-1,4%
1994	13 479,4	13 543,7	13 632,7	13 679,2	0,2%	0,5%	0,7%	0,3%	1,7%
1995	13 743,4	13 805,3	13 824,5	13 809,8	0,5%	0,5%	0,1%	-0,1%	1,0%
1996	13 815,1	13 821,6	13 786,0	13 837,2	0,0%	0,0%	-0,3%	0,4%	0,2%
1997	13 860,6	13 913,0	13 964,9	14 092,9	0,2%	0,4%	0,4%	0,9%	1,8%
1998	14 207,2	14 294,3	14 388,1	14 429,9	0,8%	0,6%	0,7%	0,3%	2,4%
1999	14 529,2	14 632,2	14 780,4	14 956,1	0,7%	0,7%	1,0%	1,2%	3,6%
2000	15 124,3	15 237,6	15 404,2	15 549,5	1,1%	0,7%	1,1%	0,9%	4,0%
2001	15 678,0	15 705,4	15 734,3	15 823,4	0,8%	0,2%	0,2%	0,6%	1,8%
2002	15 859,0	15 878,7	15 897,4	15 927,7	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,7%
2003	15 906,2	15 883,6	15 872,0	15 876,8	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	-0,3%
2004	15 897,9	15 908,1	15 930,9	15 927,7	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,3%
2005	15 940,1	15 964,7	15 999,9	16 068,8	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%	0,8%
2006	16 132,3	16 205,0	16 298,4	16 355,2	0,4%	0,5%	0,6%	0,3%	1,8%
2007	16 474,7	16 505,3	16 593,5	16 691,9	0,7%	0,2%	0,5%	0,6%	2,1%
2008	16 756,8	16 713,4	16 709,6	16 616,49	0,4%	-0,3%	0,0%	-0,6%	-0,5%
2009	16 427,4	16 345,3	16 328,9	16 335,6	-1,1%	-0,5%	-0,1%	0,0%	-1,7%
2010	16 355,0	16 393,7	16 434,2	16 473,5	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,8%(p)
2011	16 529,8	16 575,7	16 581,0(p)		0,3%	0,3%	0,0%(p)		0,9%(p)

(1) Evolution par rapport au trimestre précédent.

(2) Evolution par rapport à l'année précédente.

Indices d'évolution désaisonnalisés des effectifs salariés de l'ensemble des établissements
base 100 en début d'année

